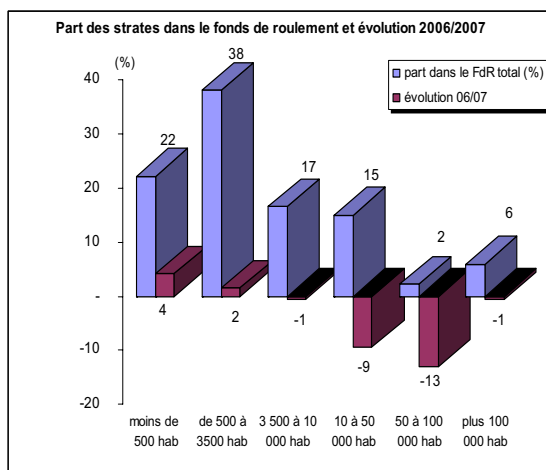


# Analyse de l'équilibre financier

## Le fonds de roulement ne progresse pas, pour la première fois depuis 2002

Le fonds de roulement des communes s'élève à 10,7 milliards d'euros en 2007. La variation observée entre 2006 et 2007 est de -63 millions d'euros, soit une diminution de 0,6%, contre une augmentation de 895 millions (+9,1%) entre 2005 et 2006. Les évolutions sont cependant contrastées selon la taille des communes. Ainsi, pour les communes de moins de 3 500 habitants, le fonds de roulement continue de progresser alors qu'il diminue pour toutes les autres villes, celles comptant entre 10 000 et 50 000 habitants enregistrant la plus forte baisse de leur fonds de roulement.



Cette stabilisation intervient après 4 années de progression. Au total, entre 2002 et 2006, le fonds de roulement a augmenté de 3,3 milliards d'euros.

Le fonds de roulement correspond à l'excédent de ressources stables sur les emplois stables du bilan. Les ressources stables sont constituées en 2007 à 86% par les ressources propres (capitaux propres et amortissement) et à 14% par les dettes financières.

Entre 2006 et 2007, la dette à moyen et long terme a augmenté de 3,8% pour atteindre 55,5 Mds d'euros. Elle est constituée à 95% par des

emprunts. Cette évolution s'explique par le financement du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, notamment du au niveau élevé de l'investissement.

Rapporté au nombre d'habitants, le ratio moyen d'endettement est de 885 euros par habitants. Il est en augmentation par rapport à 2006 (+27€ par habitant).

Le ratio dette/capacité d'autofinancement, exprimé en nombre d'années, augmente légèrement de 4,9 en 2006 à 5,08 en 2007.

### Bilan fonctionnel simplifié des communes au 31 décembre 2007

Actif immobilisé brut 391,8 MdE	Ressources stables 402,5 MdE
Fonds de roulement 10,7 MdE	
Créances d'exploitation 3,2 MdE	Dettes d'exploitation 5,9 MdE
Ressource en fonds de roulement d'exploitation 2,7 MdE	
Créances diverses 1,5 MdE	Dettes diverses 2,3 MdE
Ressource en fonds de roulement hors exploitation 0,8 MdE	
Trésorerie active 14,9 MdE	Trésorerie passive 1,2 MdE
	Trésorerie 13,7 MdE

## Le besoin en fonds de roulement est toujours négatif et la ressource ainsi dégagée est en augmentation.

Le fonds de roulement vise d'abord à compenser le décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses. La différence entre créances et dettes est mesurée par le besoin (ou

ressource) en fonds de roulement. Pour l'évaluer, on distingue les opérations d'exploitation de celles hors exploitation.

Dans le cas des communes, les créances d'exploitation, constituées principalement par les créances sur redevables et assimilés et par les créances sur l'Etat, sont inférieures aux dettes d'exploitation, retraçant pour l'essentiel, les dettes sur achats et les comptes de liaison avec les

budgets annexes. Les communes dégagent donc une ressource en fonds de roulement. Il en est de même pour les opérations hors exploitation.

Les ressources en fonds de roulement (exploitation et hors exploitation) augmentent de près de 16% entre 2006 et 2007.

### **La trésorerie des communes s'élève à 13,7 milliards d'euros.**

La trésorerie est égale à la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Dans le cas des communes au niveau national, le besoin en fonds de roulement étant négatif (ressource), il s'ajoute donc au fonds de roulement. En 2007, la trésorerie résultante s'accroît, elle aussi, de 4%. Elle constitue une ressource potentielle disponible pour le financement de l'investissement communal futur.

La trésorerie active (disponibilités, avances de trésorerie, valeurs mobilières de placement) a enregistré une hausse de 537 millions d'euros, s'établissant ainsi à 15,4 milliards d'euros.

Les avances de trésorerie, notamment les avances aux sociétés d'économie mixte, progressent de 9,4%, après la forte progression de 2007.

Les valeurs mobilières de placement augmentent de 8,6% entre 2006 et 2007 pour s'établir à 228 millions d'euros. Les bons du Trésor représentent 39% de ce total, soit un montant de 90 millions d'euros, en hausse de 2,2% par rapport à l'année précédente. Les autres valeurs mobilières et créances assimilées, dont la part dans le total des valeurs mobilières de placement est de 55%, progressent de pratiquement 6%.

Par ailleurs, l'encours du compte à terme auprès de l'Etat s'élève à 443 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 25% par rapport à 2006.

La trésorerie passive (concours externe de trésorerie), quant à elle, s'élève à 1,2 milliard d'euros, en hausse de 12% par rapport à 2006. Il s'agit d'une progression modérée après la forte hausse enregistrée sur l'exercice précédent (+33%). Elle est principalement composée des billets de trésorerie (18% du total) et des lignes de crédit de trésorerie (75% du total).

Les billets de trésorerie sont des titres de créances négociables émis pour des durées variant de un jour à un an. Les collectivités locales sont en effet autorisées, depuis la loi du 15 mars 2001 relative aux nouvelles régulations économiques (article 25), à émettre de tels titres. Ils progressent de 5% entre 2006 et 2007. Ils ont vocation à fournir des ressources de trésorerie pour un an maximum et peuvent être rapprochés des lignes de crédit de trésorerie destinées, elles aussi, à faire face à un besoin ponctuel de disponibilités. Les communes les plus importantes utilisent pratiquement toutes ce type d'instrument de gestion de la trésorerie. Ainsi, les montants inscrits à ce titre sont en augmentation de 21% en 2006 pour atteindre 869 millions.